



PRÉFET DE LA HAUTE-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 12 janvier 2024

Nos réf. : SHM/FDLH/MT n° 23-14

Rapport de l'Inspection des installations classées Visite d'inspection du 19/12/2023

Contexte et constats

Publié sur



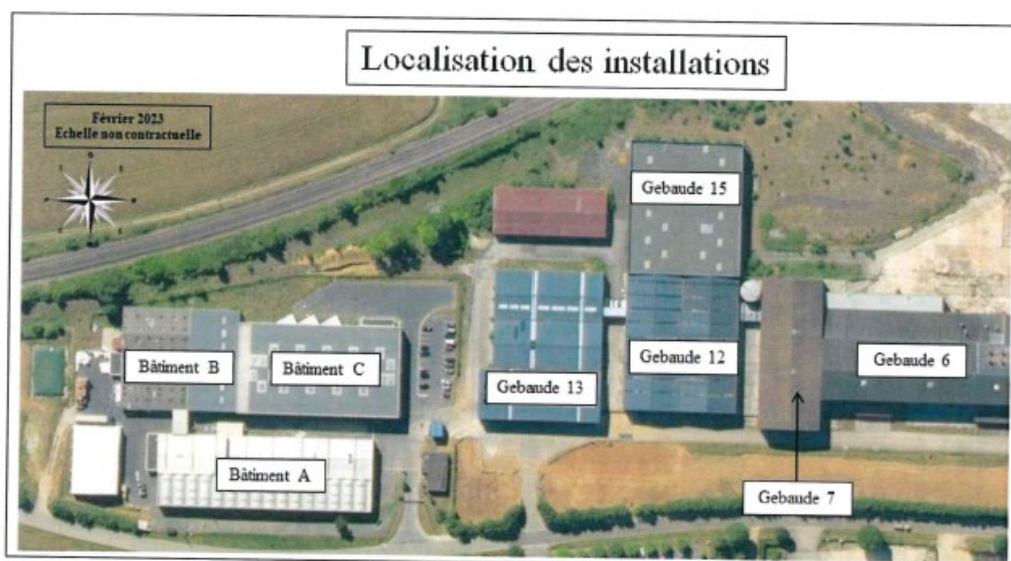
CELTEX FRANCE

18 rue Pierre-Marie FACHE - CHAMOUILLEY (52410)

N° AIOT : 0003012092

1) Contexte

La société CELTEX France bénéficie de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1220 du 10 mai 2017 qui l'autorise à exploiter un site de transformation de papier. L'établissement est spécialisé dans la production de petits rouleaux de papier d'hygiène (papier toilette, essuie-mains, etc.) pour le marché des collectivités, des professionnels qu'elle transforme à partir de bobines mères de papier de taille plus importante. Au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), l'établissement est soumis à Autorisation pour les rubriques principales 2445 (Transformation du papier, carton) et 1510 (Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts).



Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 90

89 rue Victoire de la Marne – CS 0002
52901 CHAUMONT cedex

Après avoir mis en service 3 lignes autorisées, la société poursuit sa montée en puissance et souhaite installer une 4^{ème} ligne de transformation, ce qui va permettre à l'entreprise d'atteindre une capacité maximale de transformation de 80 tonnes par jour. Cette montée en puissance induit l'augmentation des besoins en capacités de stockage, tant du côté des matières premières que des produits finis.

De ce fait, l'entreprise souhaite exploiter, après mise aux normes en matière de sécurité incendie, les bâtiments voisins, précédemment exploités par la société HOMATHERM (à l'arrêt), pour y entreposer ses produits finis ; les bâtiments existants B et une partie du C actuellement exploités par CELTEX seraient alors affectés à l'entreposage des bobines mères, le bâtiment A et l'autre partie du C abriteraient les 4 lignes de transformation.

L'établissement est entièrement automatisé que cela soit dans la partie transformation du papier, mais aussi dans la partie transport et stockage sur site des produits finis puisque le site dispose de navettes électriques à guidage laser qui assurent l'entreposage mais également leur reprise jusqu'aux quais de chargement avant expédition par camion. La présence humaine se situe majoritairement dans la zone production permettant d'assurer le suivi des machines et dans la partie administrative/commerciale. Le site fonctionne avec environ 50 collaborateurs (fonctionnement 3 x 8 h pour la partie production).

D'un point de vue capacité d'entreposage, et suite aux 2 dossiers de porter-à-connaissance (PAC) successifs (celui de 2019 et celui de 2023) le volume couvert passerait de 34 200 m³ à environ 145 000 m³. L'activité d'entreposage basculera donc du régime de la déclaration vers celui de l'enregistrement ICPE. L'activité de transformation du papier passe à Enregistrement suite à une modification de la nomenclature, l'établissement garde le bénéfice de l'arrêté préfectoral de 2017 précité et demeure soumis à autorisation au titre de la législation des ICPE.

Cette visite a été réalisée dans le cadre de l'instruction du porter-à-connaissance relatif à la modification des installations exploitées transmis en février 2023 et a permis de vérifier les dispositions prises par l'exploitant dans le cadre du porter-à-connaissance de 2019, notamment en termes de risque incendie.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Raison sociale :CELTEX France
- Adresse du site concerné : 18, Rue Pierre-Marie FACHE - CHAMOUILLEY (52410)
- Adresse du siège social : 18, Rue Pierre-Marie FACHE - CHAMOUILLEY (52410)
- Code AIOT dans GUN : 0003012092
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non Seveso
- Soumis à IED – MTD : non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Porter-à-connaissance « modification des installations exploitées » transmis en février 2023.
- Evolution réglementaire des rubriques 1510 et 2445.
- Point de situation suite au porter-à-connaissance de 2019

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

n°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	objet du porter à connaissance – modification de l'établissement 1	Article R.181-46 II du Code de l'environnement	/	non
2	objet du porter à connaissance – modification de l'établissement 2	Article R.181-46 II du Code de l'environnement	/	non
3	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, annexe du R.511-9 du CE	/	non
4	Analyse de la modification	Article R.181-46 du CE et note du 20/12/2021	/	non
5	Défense extérieure contre l'incendie	Art 8.2.2. de l'AP n°1220 du 10/05/2017	/	non
6	Plan des réseaux	Art 4.2.2. de l'AP n°1220 du 10/05/2017	/	non
7	Déchets	Art 51.3. de l'AP n°1220 du 10/05/2017	/	non
8	Conditions de stockage	Art 9 de l'AMPG 11/04/17 (entrepôts 1510)	/	non

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La demande de l'exploitant a été analysée par l'inspection des installations classée en application des dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement et de la note du 20 décembre 2021. Il en ressort que cette modification, au vu du dossier, est jugée notable mais non substantielle.

Aussi, **un projet d'arrêté préfectoral complémentaire devra être proposé afin d'encadrer réglementairement ces modifications, toutefois, il est apparu qu'entre février et décembre 2023, la demande de l'exploitant avait légèrement évoluée, notamment l'emplacement du stockage « Gebaude 6 ». Aussi l'inspection demande que l'exploitant fournisse une version consolidée du projet tenant compte des remarques qui ont été évoquées en visite et rappelées, pour les principales, dans ce présent rapport d'inspection.**

Enfin, au vu des constats établis le jour de la visite, **il n'est pas proposé d'engager de suite administrative.**

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : objet du porter à connaissance – modification de l'établissement 1

Référence réglementaire : article R.181-46 II du Code de l'Environnement
Thème(s) : objet du porter à connaissance – modification de l'établissement 1
Prescription contrôlée : <i>« II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »</i>
Constats : En 2019, l'exploitant avait exprimé, au travers d'un dossier de porter à connaissance, son envie d'occuper les bâtiments 12, 13 et 15 pour y stocker les produits finis. La modification au titre de la nomenclature ICPE faisait évoluer le volume de stockage de 34 220 m ³ à 125 401 m ³ au regard de la rubrique 1510 relative aux entrepôts. Compte tenu de l'ancienneté des bâtiments, des travaux de remise en conformité étaient nécessaires afin de renforcer les dispositions en termes de risque incendie tout en sachant que certains points comme la stabilité au feu (R15 attendue) était difficilement atteignable à un coût économiquement acceptable. Aussi des compensations (techniques et organisationnelles) sont également attendues. L'exploitant doit demander l'aménagement des prescriptions générales applicables et indiquer les compensations permettant de justifier que les risques sont maîtrisés. Le jour de la visite, il a pu être constaté que les 3 cellules disposaient de portes coupe-feu REI 120, de dispositifs d'extinction (extincteurs, RIA), de dispositifs de désenfumage et d'écrans de cantonnement. Compte tenu de la nature des matériaux stockés (papier gaufré dont l'inflammabilité est très rapide), la stratégie de défense incendie de l'exploitant est basée sur une détection précoce et une intervention rapide. À cet effet, le site dispose de détecteurs de fumée et caméras thermiques. D'autre part, il est constaté que la présence de personnel est très limitée dans les lieux de stockage puisque les manipulations sont assurées par des navettes entièrement automatisées.
Observations : 1/ Ce projet a fait l'objet d'une décision préfectorale du 25 février 2019 indiquant que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale et que le projet n'est pas substantiel au sens de l'article L.181-14 du Code de l'environnement. 2/ L'inspection constate que la défense incendie est basée sur une intervention rapide : compte tenu du délai d'intervention du SDIS, l'exploitant indique que le personnel est formé pour assurer la défense incendie du site notamment par l'utilisation des RIA. L'inspection demande que l'exploitant présente les procédures d'intervention du personnel afin de mieux appréhender l'organisation interne du site (alarme, déclenchement des portes REI 120, organisation de la défense incendie, évacuation du personnel (lieux de repli, comptage du personnel, ...)) et procède à des exercices incendies permettant notamment de verrouiller l'organisation). Ces informations seront tracées et tenues à la disposition des inspecteurs des installations classées.
Type de suites proposées : sans
Proposition de suites : non

Nom du point de contrôle : objet du porter à connaissance – modification de l'établissement 2

Référence réglementaire : article R.181-46 II du Code de l'Environnement
Thème(s) : objet du porter à connaissance – modification de l'établissement 2
Prescription contrôlée : <i>« II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »</i>
Constats : En février 2023, l'exploitant CELTEX a fait parvenir un dossier de porter à connaissance demandant une nouvelle augmentation de capacité pour le stockage de produit fini dans les « Gébaudes 6 et 7 » ainsi que l'exploitation d'une nouvelle ligne de production (+20t/j) dans le bâtiment C. Ces nouvelles cellules de stockages se trouvent dans la partie historiquement exploitée par HOMATHERM et les plans du document ne présentent que les bâtiments situés sur la parcelle cadastrale ZE 70. Le jour de la visite, l'exploitant présente son projet en indiquant que le bâtiment C sera occupé en partie par la nouvelle ligne de production (SINCRO) et en partie par des bobines de papier mère (comme le bâtiment A) et le lieu de stockage Gebaude 6 initialement séparé de 40 m de la Gebaude 7 (lié aux règles de distanciation entre les IPD – Guide Entrepôts de matières combustibles – INERIS) ne forme plus qu'un seul et même stockage. Enfin, sur l'ancienne partie du site HOMATHERM située en partie cadastrale ZE 47, l'exploitant précise au cours de l'échange qu'il en est également le propriétaire.
Observations : L'inspection constate que le projet a évolué entre mars et décembre 2023 et demande que l'exploitant en présente une version consolidée. Celle-ci devra contenir les éléments qui atteste que l'exploitant est dorénavant propriétaire de l'ancien site HOMATHERM (notamment la partie cadastrale ZE 47), ce qui permettra de confirmer l'absence de tiers dans la zone. D'autre part, l'inspection souligne que cette mise à jour devra également présenter explicitement les demandes d'aménagement aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 et de proposer les compensations permettant de justifier que les risques sont maîtrisés.
Type de suites proposées : sans
Proposition de suites : non

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, annexe du R.511-9 du CE					
Thème(s) : Situation administrative					
Prescription contrôlée : La dernière situation administrative autorisée pour ce site est défini à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1220 du 28 février 2012 qui présente le tableau des rubriques ICPE autorisées. Les différentes activités ainsi que les capacités associées y sont visées pour les rubriques classées suivantes :					
Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement et seuil	Régime	Volume autorisé
2445.1	Transformation du papier, carton, La capacité de production étant : 1. supérieure à 20 t/j : A	3 lignes de transformation de papier (Bâtiment A)	capacité totale maximale de production >20 t/j	A	60 t/j
1510.3	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des), le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³	2 bâtiments de stockage (Bâtiments B et C)	Volume des entrepôts compris entre 5 000 m ³ et 50 000 m ³	DC	34 220 m ³
A : Autorisation – E : Enregistrement – DC : Déclaration soumis au contrôle périodique – D : Déclaration – NC : Non Classé.					
Constats : Compte tenu des modifications projetées aux installations l'évolution des activités peut être présentée comme suit :					
Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement et seuil	Régime	Volume autorisé
2445.1	Transformation du papier, carton, La capacité de production étant : 1. supérieure à 20 t/j : A	4 lignes de transformation de papier (Bâtiment A et C en partie)	capacité totale maximale de production >20 t/j	E	80 t/j
1510.2b	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des), le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³	Bâtiments B et C en partie Gebaude 6, 7, 12, 13 et 15	Volume des entrepôts compris entre 50 000 m ³ et 900 000 m ³	E	145 000 m ³
A : Autorisation – E : Enregistrement – DC : Déclaration soumis au contrôle périodique – D : Déclaration – NC : Non Classé.					
Observations : Suite à la visite terrain, il a pu être constaté la présence de GRV (Aucun pictogramme de danger) contenant de la colle à base d'amidon. L'inspection demande que l'exploitant positionne également son activité vis-à-vis de la rubrique 2940 (Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) de la nomenclature.					
Type de suites proposées : Sans					
Proposition de suites : non					

Nom du point de contrôle : Analyse de la modification

Référence réglementaire : article R.181-46 du Code de l'Environnement et note du 20 décembre 2021
Thème(s) : Analyse de la modification
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020, dite loi « ASAP », relative à la simplification des procédures applicables aux entreprises et en vertu du décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021, le caractère substantiel d'un projet au sein d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement est étudié au regard de la note du 20 décembre 2021 et de l'article R.181-46 du code de l'environnement qui précise :</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</i></p> <p style="padding-left: 40px;"><i>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</i></p> <p style="padding-left: 40px;"><i>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</i></p> <p style="padding-left: 40px;"><i>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</i></p> <p><i>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant le R.181-46 I 1°, le projet constitue une extension géographique à l'extérieur du périmètre déjà autorisé. Toutefois celle-ci se fait sur une zone historique visée par la législation des ICPE donc n'entraînant pas de changement d'usage (pas de consommation d'espace naturel, pas de défrichage,...). L'entreprise est implantée dans une zone réservée aux activités industrielles au niveau de la commune de CHAMOUILLEY. D'autre part, si l'activité était nouvelle, elle serait soumise à Enregistrement pour les 2 rubriques principales (2445.1 et 1510). Cette procédure ne nécessiterait pas d'évaluation environnementale. Enfin le site bénéficie d'un arrêté d'autorisation obtenu en 2017 suite à une demande formulée en 2016. L'étude d'impact n'évoque pas de sensibilité particulière par rapport à l'activité et la sensibilité du site n'a pas évolué entre-temps.</p> <p>Concernant le R.181-46 I 2°, la modification envisagée crée un volume de stockage supplémentaire. Toutefois, la demande prend en compte de l'accidentologie, les effets générés en cas d'incendie, les besoins en eau, et des ressources propres au site.</p> <p>Concernant le R.181-46 I 3°, le caractère substantiel est également à apprécier au regard des dangers et des inconvénients significatifs qu'il est susceptible de générer en application de l'article L.181-3 du code de l'environnement. Au vu des éléments présentés par l'exploitant, les impacts supplémentaires sur l'air, l'eau, le bruit sont faibles voire nuls (pas d'évolution de l'étude d'impact, absence de sensibilité particulière du milieu).</p> <p>Enfin les critères évoqués à titre indicatif dans la note du 20 décembre 2021 (nouvelle activité permanente, modification (non mineure) de la nature des effluents épandus, prolongation de plus de 2 ans de la durée d'exploitation autorisée d'une installation d'élimination de déchets ou d'une carrière, ...) ne sont pas concernés.</p>
<p>Observations :</p> <p>À la lecture de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement et de la note du 20 décembre 2021, l'inspection des installations classées considère la modification comme notable mais non substantielle, et pourra encadrer la nouvelle activité en présentant un projet d'arrêté préfectoral complémentaire à Madame la Préfète de l'Aube une fois que le pétitionnaire aura remis à jour sa demande.</p>
Type de suites proposées : sans
Proposition de suites : non

Nom du point de contrôle : DECI

Référence réglementaire : Article 8.2.2. de l'AP d'autorisation n°1220 du 10 mai 2017

Thème(s) : Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

«[...]

- d'une borne incendie située à l'entrée principale du site. Cette borne permet de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures, et ses prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur cet appareil ;
- d'une réserve d'eau de 360 m³. Elle est constituée d'une bâche posée sur le sol et est équipée de deux poteaux d'aspiration conformes aux normes en vigueur pour les services de secours. À proximité de cette réserve, deux aires d'aspiration dédiées sont aménagées et disponibles pour les engins de secours. Ces équipements (réserve d'eau, poteaux d'aspiration et aire d'aspiration) sont situés à 100 m maximum de l'entrée de chacune des cellules des bâtiments, et au-delà de la zone impactée par le flux thermique de 5kW/m². Ils sont mis en place dans les six mois qui suivent la publication du présent arrêté.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Le porter-à-connaissance de février 2023 évoque les besoins en eau du site notamment au travers du calcul de la D9 (Dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (DECI)). Compte tenu du calcul lié à la plus grande surface non-recoupée, l'exploitant détermine son besoin estimé à 600 m³ (300 m³ * 2 h) et indique qu'il dispose :

- d'une bâche de 360 m³ au Sud du site,
- d'une bâche de 120 m³ au Sud-Ouest du bâtiment Gébaude 13,
- et de 2 poteaux Incendie (1 à l'entrée principale du site, 1 à l'Est du bâtiment Gébaude 7).

D'autre part, un courriel du SDIS-52 en date du 13/12/2023 précise :

« Au regard de la D9, la DECI pour ce projet doit être réalisée par un ou plusieurs point(s) d'eau incendie (PEI) normalisé(s) capable(s) de fournir un débit total en simultané de 360 m³/h pendant deux heures soit 720 m³ sous une pression de 1 bar et implanté(s) à plus de 30 m du bâtiment et à moins de 100 m pour le premier point d'eau puis à 150 m maximum entre chaque PEI.

[...]

Pour les réserves à moins de 30 m des bâtiments, il conviendra de les protéger par un mur coupe-feu 2 heures à fonction d'écran contre le rayonnement thermique.

Nous n'avons pas parlé de la desserte : Un bâtiment d'une surface au sol supérieur à 5 000 m², doit avoir trois façades accessibles par une voie engin totalisant un demi périmètre du bâtiment. »

Observations : L'inspection constate que, même si les besoins en eau semblent couverts (pas d'information sur les caractéristiques Débit/Pression des 2 poteaux), leurs dispositions ne semblent pas respecter la distance d'implantation de 100 m évoquée à l'article 8.2.2 et rappelée par le SDIS-52.

L'inspection demande que l'exploitant vérifie ses besoins en eau (notamment au regard de la plus grande surface non recoupée) et l'emplacement des différents points d'approvisionnement permettant de faciliter l'intervention du SDIS en cas de besoin.

Concernant l'accessibilité des bâtiments, l'inspection demande que l'exploitant étudie la faisabilité d'aménager la zone Est du site (qui est déjà partiellement bétonnée, mais envahie par la végétation) afin de faciliter l'approche des équipements du SDIS en cas de besoin.

Enfin, il a pu être constaté que l'un des deux poteaux incendies raccordés à la bâche de 360 m³ n'était pas accessible puisqu'un stock de palette était stationné devant. L'inspection rappelle la nécessité à l'exploitant de disposer d'une défense incendie opérationnelle notamment lorsque la stratégie de défense est construite sur une intervention rapide.

Type de suites proposées : sans

Proposition de suites : non

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Article 4.2.2. de l'AP d'autorisation n°1220 du 10 mai 2017
Thème(s) : Plan des réseaux
Prescription contrôlée : « Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) »
Constats : Le dernier dossier de porter à connaissance ne présente pas de plan des réseaux.
Observations : L'exploitant s'attachera à présenter l'ensemble des réseaux d'eau notamment : <ul style="list-style-type: none">- des eaux d'extinction (plusieurs poteaux incendies ont pu être constatés lors de la visite sans toutefois pouvoir vérifier leur état de fonctionnement),- des eaux pluviales en faisant la distinction entre eau pluviale de toiture et eau pluviale de voirie, les différents points d'infiltration, les équipements de traitement associés (débourbeur, bassin de confinement, bassin d'infiltration, ...) et les moyens techniques et organisationnels mis en place permettant de contenir les éventuelles eaux d'extinction.
Type de suites proposées : sans
Proposition de suites : non

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Article 5.1.3. de l'AP d'autorisation n°1220 du 10 mai 2017
Thème(s) : Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets
Prescription contrôlée : « Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. Les déchets sont régulièrement éliminés. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas au maximum une unité de transport. »
Constats : Il a pu être constaté la présence, à plusieurs endroits sur le site, de déchets de coupe de bobine ainsi que des bacs GRV vides (mais pouvant contenir potentiellement des « fonds de bac »).
Observations : L'inspection demande que l'exploitant modifie son organisation pour intégrer ces déchets inhérents au process à la gestion de ces flux de déchets dans l'établissement. Le stockage des déchets de coupe dans une zone appropriée permettra de s'assurer qu'elle est couverte par des moyens d'extinction. Le stockage de GRV vides se fera sur une rétention adaptée au volume de liquide résiduel.
Type de suites proposées : sans
Proposition de suites : non

Nom du point de contrôle : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Art 9 de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510
Thème(s) : Conditions de stockage
Prescription contrôlée : « Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. [...] »
Constats : Il a pu être constaté l'entreposage de bobine à des hauteurs proches de la toiture du bâtiment.
Observations : L'inspection rappelle la nécessité de maintenir ces distances afin que d'éventuelles fumées de combustion puissent atteindre les parties hautes ainsi que les trappes de désenfumage.
Type de suites proposées : sans
Proposition de suites : non